

Les zones interdites aux non-musulmans prolifèrent : une occupation sans tanks ni soldats

Cet article de Soeren Kern, rédacteur à la Hudson-New-York, décrit la multiplication des zones de non-droit en Europe. Ces zones sont aussi des zones interdites aux non-musulmans, désignées comme « no-go zones » aux États-Unis (1). Elles nous rappellent les inscriptions, affiches et pancartes « VERBOTEN, ACHTUNG, VERORDNUNG » de triste mémoire qui étaient disséminées partout en France sous l'occupation nazie et qui interdisaient les accès à des secteurs sensibles ... Avec nos ZUS (Zones Urbaines Sensibles) nous voici à nouveau, sous occupation.

Où êtes-vous les Charles ? Revenez ! Nos dirigeants sont tous aveugles, sourds et muets, ils dorment tous d'un sommeil profond ...

Dans les villes européennes ? les extrémistes musulmans accélèrent la création de zones de non-droit qui sont interdites d'accès aux non-musulmans.

Beaucoup de ces zones de non-droit fonctionnent comme des micros États gouvernés par la loi islamique de la charia. Les autorités des pays d'accueil ont effectivement perdu le contrôle de ces zones et dans beaucoup de situations, elles sont même incapables de fournir un service public basique comme la police, la lutte contre le feu et le service des ambulances.

Les zones de non-droit sont le résultat de décades de politique multiculturelle qui a encouragé les immigrants musulmans à créer des sociétés parallèles et à rester isolés plutôt que de s'intégrer dans les nations-hôtes européennes.

En Grande-Bretagne, par exemple, un groupe musulman appelé

« Muslims Against the Crusades » a lancé une campagne pour transformer douze villes britanniques – incluant ce qu'on appelle le « Londonistan » – en États Islamiques indépendants. Les Émirats Islamiques ainsi nommés fonctionneraient comme des enclaves autonomes gouvernées par la loi islamique de la charia et opéreraient hors de la jurisprudence britannique. Le projet des Émirats Islamiques énumère, comme territoires qui seront la cible d'une couverture par la loi de la charia, les villes suivantes : Birmingham, Bradford, Derby, Dewsbury, Leeds, Leicester, Liverpool, Luton, Manchester, Sheffield aussi bien que Waltham Forest au nord-est de Londres et Tower Hamlets à l'est de Londres.

Dans le secteur de Tower Hamlets à Londres-Est (connu aussi comme la République Islamique de Tower Hamlets), par exemple, les prédicateurs islamiques extrémistes appelés les Talibans de Tower Hamlets, prononcent régulièrement des menaces de mort contre les femmes qui refusent de porter le voile islamique. Les rues du voisinage sont placardées de posters déclarant : « Vous entrez dans une zone contrôlée par la charia : règles islamiques renforcées. » Et, dans la rue, la publicité considérée comme offensante à l'islam est régulièrement vandalisée ou noircie par de la peinture en bombe.

Dans le secteur de Bury Park à Luton, les musulmans ont été accusés de « nettoyage ethnique » parce qu'ils harassent les non-musulmans à un point tel que beaucoup d'entre eux quittent les banlieues musulmanes. A l'ouest des Midlands, deux prédicateurs chrétiens ont été accusés de « crime de haine » pour avoir distribué des prospectus sur l'Évangile dans une zone à prédominance musulmane à Birmingham. A Leytonstone, à l'est de Londres, l'extrémiste musulman Abou 'Izz-al-Dine a interrompu bruyamment le précédent Ministre de l'Intérieur, John Reid, en lui disant : « Comment osez-vous venir dans une zone musulmane ? ».

En France, de larges pans des banlieues musulmanes sont maintenant considérés par la police française comme des zones de non-droit. Au dernier pointage, il y a 751 « Zones Urbaines sensibles » (ZUS), appelées ainsi par euphémisme. On peut

trouver une liste complète des ZUS sur le site internet du gouvernement français avec des cartes prises par satellite et les démarcations précises par rues. Une population estimée à 5 millions de musulmans vit dans ces ZUS qui sont des parties de la France sur lesquelles l'État français a perdu tout contrôle.

Les immigrants musulmans sont aussi en train de prendre le contrôle d'autres parties de la France. A Paris et dans d'autres villes françaises à fortes populations musulmanes comme Lyon, Marseille et Toulouse, des milliers de musulmans ferment rues et trottoirs (et par extension ferment le commerce local et bloquent les résidents non-musulmans dans leur maison et leur bureau) pour répondre aux besoins de foules débordantes pour les prières du vendredi (2). Certaines mosquées commencent à diffuser des sermons et des chants d'« Allah Akbar » par haut-parleurs dans les rues.

Ces spectacles hebdomadaires (3) montrés par des douzaines de vidéos sur Youtube.com (ici, ici, ici, ici, ici, ici, ici, ici et ici) et qui ont été dénoncés comme une « occupation sans tanks ni soldats » (4) ont provoqué colère et incrédulité. Mais, en dépit de plusieurs plaintes du public, les autorités locales ont renoncé à intervenir car elles ont peur de déclencher des émeutes.

Dans la capitale belge Bruxelles (qui est à 20% musulmane) (5), plusieurs banlieues d'immigrants sont devenues des zones de non-droit pour les personnels de police qui sont fréquemment caillassés par de jeunes musulmans. A Kuregem, district de Bruxelles, qui ressemble souvent à une zone de guerre urbaine, la police est obligée de patrouiller avec deux voitures de police : l'une transporte la patrouille et l'autre évite à la première voiture d'être attaquée. A Molenbeek, district de Bruxelles, la police a reçu l'ordre de ne pas boire de café, de ne pas manger de sandwich en public au cours du mois islamique du Ramadan.

En Allemagne, le Préfet de police Bernhard Witthaut, dans une interview au journal Der Westen le 1^{er} août 2011, a révélé que

les immigrants musulmans imposent des zones de non-droit dans les villes à travers l'Allemagne à un rythme alarmant.

L'enquêteur a demandé à Witthaut : « Y a-t-il des zones urbaines – par exemple dans la Ruhr – des quartiers ou des pâtés de maisons qui sont des « zones de non-droit » dans le sens où elles ne peuvent plus être sécurisées par la police ? ». Witthaut a répondu : « Chaque préfet de police et chaque Ministre de l'Intérieur le démentiront. Mais, bien sûr, nous savons où nous pouvons aller avec une voiture de police et où nous pouvons aller, même d'emblée, uniquement avec un véhicule de transport de personnel. La raison est que nos collègues ne peuvent plus se sentir là en sécurité quand ils sont deux et qu'ils craignent d'être eux-mêmes victimes d'un crime. Nous savons que ces zones existent. Pire même : dans ces zones, les crimes ne sont plus suivis de poursuites. Ils sont livrés « à eux-mêmes ». C'est seulement dans les pires cas que nous, dans la police, nous apprenons quelque chose à leur sujet. Le pouvoir de l'État est en dehors du coup. »

En Italie, des musulmans ont réclamé la Place de Venise, à Rome, pour les prières publiques. A Bologne, les musulmans ont menacé, à plusieurs reprises, de faire sauter la cathédrale Saint Petronio parce qu'elle contient une fresque, vieille de 600 ans, inspirée de *L'Enfer* de Dante, qui dépeint Mahomet dans les persécutions infernales.

Aux Pays-Bas, un tribunal hollandais a ordonné au gouvernement de révéler au public une liste politiquement incorrecte de 40 zones de non-droit en Hollande. Parmi les principales banlieues musulmanes à problèmes, les tops cinq sont à Amsterdam, Rotterdam et Utrecht. La zone de Kolenkit à Amsterdam est le numéro un des « quartiers à problèmes » musulmans dans le pays. Les trois quartiers suivants sont, à Rotterdam (6) : Pendrecht, het Oude Noorden et Bloemhof. Le district d'Ondiep à Utrecht est en 5^e position, suivi par Rivierenwijk (Deventer), Spangen (Rotterdam) Oude Westen (Rotterdam), Heeterp/Schieringen (Leeuwarden) et Noor-Oost (Maastricht).

En Suède, pays qui a des lois sur l'immigration parmi les plus libérales en Europe, de larges pans du sud de la ville de Malmö – qui est à plus de 25% musulmane – sont une zone interdite aux non-musulmans. Les pompiers et les urgentistes, par exemple, refusent d'entrer, sans escortes policières, dans le district majoritairement musulman de Rosengård à Malmö. Le taux de chômage des hommes à Rosengård est estimé à plus de 80%. Quand les pompiers ont tenté de stopper un incendie à la principale mosquée de Malmö, ils ont été attaqués par des gens qui leur ont jeté des pierres.

Dans la ville suédoise de Gothenburg, des jeunes musulmans ont lancé des cocktails Molotov contre des voitures de police. Dans le quartier d'Ångered de la ville où plus de 15 voitures de police ont été détruites, des adolescents ont aussi pointé des rayons lasers verts sur les yeux des policiers dont certains ont temporairement perdu la vue.

Dans le district Backa de Gothenburg, des jeunes ont jeté des pierres sur des policiers en patrouille. La police de Gothenburg a aussi bataillé pour traiter le problème des adolescents musulmans qui brûlent des voitures et qui attaquent les services d'urgence dans plusieurs secteurs de la ville.

D'après l'imam résidant à Malmö, 'Adly Abou Hajar : « La Suède est le meilleur État islamique ».

Soeren Kern, 25/08/2011

Traduit de l'américain par Bernard Dick

(*) <http://www.hudson-ny.org/2367/european-muslim-no-go-zones>

(1) "No-Go" zone signifie littéralement zone où on ne peut y aller.

(2) Pendant que les rues sont occupées par les prières, les mosquées sont vides. Beaucoup d'adeptes viennent même des quartiers et des départements limitrophes (cas de l'occupation du quartier de la Goutte d'Or), juste pour "gonfler" le nombre des occupants et pérenniser l'occupation.

(3) L'occupation couvre aussi tout le mois du ramadan.

(4) Une « Occupation sans tanks ni soldats » est une affirmation quelque part inexacte. En effet, tout musulman est un soldat de l'islam même s'il ne porte pas l'uniforme. S'il n'y a pas de tanks actuellement, les armes elles, par contre, sont présentes dans les cités et prolifèrent. Notre Ministre de l'Intérieur le sait bien et les CRS aussi. Les mosquées que l'État continue à autoriser serviront d'arsenaux (cf Gaza).

(5) Selon Aldo Mungo, 40% des Bruxellois sont musulmans et 2 enfants sur 3 de moins de 15 ans sont musulmans. (Assises Internationales sur l'Islamisation de nos pays, Paris, 18/12/2010).

(6) Ahmad Boutaleb, d'origine marocaine est le Maire de Rotterdam. « Quelques mois avant l'assassinat du cinéaste controversé Theo Van Gogh, poignardé et égorgé par un islamiste en pleine rue. Dans un discours devenu célèbre, à la mosquée Alkabir, au lendemain du drame, Ahmed Aboutaleb lance à ses coreligionnaires : « Arrêtez de vous prendre pour des victimes. Si vous ne voulez pas vous intégrer, partez ! » Ses prises de position – il s'oppose au port de la burka, n'hésite pas à sanctionner les fraudeurs aux allocations sociales et trouve «drôles» plusieurs des caricatures danoises de Mahomet – lui vaudront des menaces de mort. « Ce collabo défend les intérêts des Blancs !», s'émeuvent des immigrés. Depuis, il vit sous protection rapprochée, tout comme Geert Wilders.»

<http://www.lefigaro.fr/international/2009/05/18/01003-20090518ARTFIG00343-mle-maire-de-rotterdam-est-marocain-.php>

